

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministère des Finances de l'Ontario gère les politiques économiques, budgétaires et financières du gouvernement. Pour ce faire, il élabore des stratégies économiques et budgétaires, planifie et gère les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, élabore les politiques fiscales, prépare le budget de l'Ontario et offre son aide au Conseil du Trésor et au Conseil de gestion du gouvernement. Le ministère est également responsable de la gestion du Trésor, ce qui comprend la recherche de capitaux, l'établissement des contrôles financiers du gouvernement et la publication des rapports financiers. Il surveille par ailleurs la fonction de vérification interne du gouvernement, élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui opèrent dans la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1201 Programme d'administration du ministère	102 971 200	134 986 200	(32 015 000)	121 248 240
1202 Programme des politiques fiscales et du budget	16 752 000	42 054 100	(25 302 100)	13 510 061
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	4 624 159 600	1 964 646 500	2 659 513 100	1 478 850 281
1204 Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	4 451 000	8 401 000	(3 950 000)	1 443 481
- Bureau des résultats	-	-	-	3 050 552
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 748 333 800	2 150 087 800	2 598 246 000	1 618 102 615

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Crédits législatifs				
Programme du Trésor	8 475 243 400	7 803 600 000	671 643 400	7 780 237 545
Autres crédits législatifs	67 014	67 014	-	64 014
Total du ministère - Charges de fonctionnement	13 223 644 214	9 953 754 814	3 269 889 400	9 398 404 174
Redressement de consolidation net - Office ontarien de financement	17 410 000	17 569 200	(159 200)	14 146 000
Redressement de consolidation net - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	87 564 000	86 484 000	1 080 000	69 172 235
Redressement de consolidation net - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	720 000 000	501 000 000	219 000 000	568 249 292
Redressement de consolidation net - Programme du Trésor	825 740 500	1 087 400 000	(261 659 500)	1 133 709 982
Redressement de consolidation net - hôpitaux	(10 000 000)	(20 000 000)	10 000 000	(8 692 741)
Redressement de consolidation et autres redressements	-	-	-	27 896 313
Autres redressements - Commission des services financiers de l'Ontario	58 800 100	-	58 800 100	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	14 923 158 814	11 626 208 014	3 296 950 800	11 202 885 255
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	1 000	-	-
1204 Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	2 000	1 000	1 000	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	2 000	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1201 Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	-	1 000	-
1204 Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	-	1 000	-
1208 Programme Investir dans l'Ontario	1 000	1 000	-	1 148 985 655
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	1 000	3 000	1 148 985 655
Crédits législatifs	372 000	-	372 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	376 000	1 000	375 000	1 148 985 655
Redressement de consolidation net - Office ontarien de financement	1 200 000	1 470 000	(270 000)	921 000
Redressement de consolidation net - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 816 000	1 964 000	852 000	1 483 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 392 000	3 435 000	957 000	1 151 389 655
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
1201 Programme d'administration du ministère	6 151 000	-	6 151 000	-
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	18 000	-	18 000	-
1204 Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	550 000	-	550 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS	6 719 000	-	6 719 000	-
Total du ministère - Actif d'immobilisations	6 719 000	-	6 719 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	14 927 550 814	11 629 643 014	3 297 907 800	12 354 274 910

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique, de gestion de l'information et de technologie de l'information et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien ministériels, d'imagerie documentaire, de collecte de données et de gestion de l'encaisse à toutes fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère du Revenu. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	102 971 200	134 986 200	(32 015 000)	121 248 240
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		102 971 200	134 986 200	(32 015 000)	121 248 240
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 173
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		65 014	65 014	-	64 014
Total - Charges de fonctionnement		103 036 214	135 051 214	(32 015 000)	121 312 254
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	308 000	-	308 000	-
Total - Crédits législatifs		308 000	-	308 000	-
Total - Charges d'immobilisations		309 000	-	309 000	-
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère	6 151 000	-	6 151 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS		6 151 000	-	6 151 000	-
Total - Actif d'immobilisations		6 151 000	-	6 151 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		43 658 300
	Avantages sociaux		5 786 200
	Transports et communications		3 926 800
	Services		62 293 100
	Fournitures et matériel		2 540 000
	Total partiel		118 204 400
	Moins : Recouvrements		15 233 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		102 971 200

*Sous-postes :**Bureau principal*

Traitements et salaires	2 701 100	
Avantages sociaux	272 500	
Transports et communications	292 600	
Services	161 800	
Fournitures et matériel	68 000	3 496 000

Services financiers et administratifs

Traitements et salaires	9 734 700	
Avantages sociaux	1 593 000	
Transports et communications	361 900	
Services	12 547 900	
Fournitures et matériel	372 200	24 609 700

Ressources humaines

Traitements et salaires	2 154 300	
Avantages sociaux	384 400	
Transports et communications	48 200	
Services	28 200	
Fournitures et matériel	35 600	2 650 700

Services de communication

Traitements et salaires	2 366 600	
Avantages sociaux	181 800	
Transports et communications	37 800	
Services	36 400	
Fournitures et matériel	111 000	2 733 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	255 300	
	Services	6 299 300	
	Fournitures et matériel	173 400	6 728 000
	<i>Services de vérification</i>		
	Transports et communications	31 900	
	Services	1 482 500	
	Fournitures et matériel	16 000	1 530 400
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	17 556 400	
	Avantages sociaux	2 169 300	
	Transports et communications	2 277 400	
	Services	39 626 300	
	Fournitures et matériel	1 170 000	
	Total partiel	62 799 400	
	Moins : Recouvrements d'autres ministères	12 210 600	50 588 800
	<i>Administration des recettes et services à la clientèle</i>		
	Traitements et salaires	9 145 200	
	Avantages sociaux	1 185 200	
	Transports et communications	621 700	
	Services	2 110 700	
	Fournitures et matériel	593 800	
	Total partiel	13 656 600	
	Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 022 600	10 634 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		102 971 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		103 036 214

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

1201-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	308 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	309 000

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

1201-2	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion	6 151 000
	Total à voter - Actif d'immobilisations	6 151 000
	Total (Actif d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	6 151 000

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET - CRÉDIT 1202

Le programme du Bureau du budget et de la fiscalité conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario et d'autres documents de nature économique et budgétaire de premier plan. Cette fonction comprend la législation et l'élaboration de politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, les aspects intergouvernementaux de la fiscalité, les recherches quantitatives et les analyses visant à établir les répercussions économiques et budgétaires générales de politiques fiscales précises ainsi que des nouvelles tendances et de l'évolution en la matière. Le Bureau est également chargé de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Budget et politiques fiscales	16 752 000	42 054 100	(25 302 100)	13 510 061
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 752 000	42 054 100	(25 302 100)	13 510 061
Total - Charges de fonctionnement		16 752 000	42 054 100	(25 302 100)	13 510 061

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1202-1	Budget et politiques fiscales	
	Traitements et salaires	11 974 000
	Avantages sociaux	1 507 700
	Transports et communications	372 400
	Services	2 666 400
	Fournitures et matériel	420 000
	Total partiel	16 940 500
	Moins : Recouvrements	188 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	16 752 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques fiscales et du budget	16 752 000

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan financier de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant des conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme supervise aussi la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert, du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques économiques	9 569 300	9 443 300	126 000	7 731 594
5	Relations provinciales-municipales en matière de finances	31 346 500	32 258 600	(912 100)	18 835 477
6	Programmes de soutien aux municipalités	935 641 100	951 301 800	(15 660 700)	935 594 498
8	Bureau du Conseil du Trésor	140 872 000	135 502 200	5 369 800	90 775 546
9	Vérification interne Ontario	5 730 700	6 140 600	(409 900)	3 913 166
10	Fonds de prévoyance	3 210 000 000	420 000 000	2 790 000 000	-
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	291 000 000	410 000 000	(119 000 000)	422 000 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		4 624 159 600	1 964 646 500	2 659 513 100	1 478 850 281
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		4 624 160 600	1 964 647 500	2 659 513 100	1 478 850 281

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
11	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actif de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
14	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	-	2 000	-
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
13	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	18 000	-	18 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS		18 000	-	18 000	-
Total - Actif d'immobilisations		18 000	-	18 000	-

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1203-1	Politiques économiques		
	Traitements et salaires		7 145 200
	Avantages sociaux		626 700
	Transports et communications		183 600
	Services		304 500
	Fournitures et matériel		99 800
	Paiements de transfert		
	Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques		
	en matière de services financiers et économiques		1 325 800
	Total partiel		9 685 600
	Moins : Recouvrements		116 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 569 300
1203-5	Relations provinciales-municipales en matière de finances		
	Traitements et salaires		5 333 200
	Avantages sociaux		559 100
	Transports et communications		223 000
	Services		25 116 200
	Fournitures et matériel		115 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		31 346 500
1203-6	Programmes de soutien aux municipalités		
	Paiements de transfert		
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	782 862 900	
	Paiements spéciaux aux municipalités	16 122 400	
	Aide unique aux municipalités	17 155 800	
	Soutien complémentaire - élimination du fonds commun des		
	municipalités de la RGT	119 500 000	935 641 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		935 641 100

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1203-8	Bureau du Conseil du Trésor		
	Traitements et salaires		21 506 000
	Avantages sociaux		2 859 300
	Transports et communications		2 045 400
	Services		53 227 400
	Fournitures et matériel		1 133 900
	Paiements de transfert		
	Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le		
	secteur parapublic	49 000 000	
	Partenariats avec le secteur parapublic	11 100 000	60 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		140 872 000

*Sous-postes :**Stratégie et coordination fiscales*

	Traitements et salaires	10 593 400	
	Avantages sociaux	1 388 900	
	Transports et communications	970 400	
	Services	3 370 000	
	Fournitures et matériel	308 900	16 631 600

Bureau du contrôleur provincial

	Traitements et salaires	6 772 600	
	Avantages sociaux	880 400	
	Transports et communications	525 000	
	Services	31 687 400	
	Fournitures et matériel	275 000	40 140 400

Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic

	Traitements et salaires	4 140 000	
	Avantages sociaux	590 000	
	Transports et communications	550 000	
	Services	18 170 000	
	Fournitures et matériel	550 000	
	Paiements de transfert		
	Projet de gestion de la chaîne		
	d'approvisionnement avec le secteur		
	parapublic	49 000 000	
	Partenariats avec le secteur parapublic	11 100 000	60 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		140 872 000

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1203-9	Vérification interne Ontario	
	Traitements et salaires	20 134 800
	Avantages sociaux	2 310 100
	Transports et communications	612 300
	Services	1 700 900
	Fournitures et matériel	448 100
	Total partiel	25 206 200
	Moins : Recouvrements	19 475 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 730 700
1203-10	Fonds de prévoyance	
	Autres opérations	3 210 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 210 000 000
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	291 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	291 000 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	4 624 160 600

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

1203-11	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actif de fonctionnement	1 000
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

1203-14	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	2 000

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

1203-13	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	
	Parc automobile et flotte de bateaux	18 000
	Total à voter - Actif d'immobilisations	18 000
	Total (Actif d'immobilisations) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	18 000

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS - CRÉDIT 1204

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des crédits unions, des caisses populaires, des courtiers et agents en hypothèques et des administrateurs d'hypothèques, des compagnies de prêt et de fiducie et des coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs. La CSFO travaille avec les consommateurs, les intervenants de l'industrie et les investisseurs afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des services financiers de l'Ontario	4 450 000	8 400 000	(3 950 000)	1 443 481
2	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		4 451 000	8 401 000	(3 950 000)	1 443 481
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		4 452 000	8 402 000	(3 950 000)	1 443 481
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		1 000	-	1 000	-
Total - Actif de fonctionnement		1 000	-	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	63 000	-	63 000	-
Total - Crédits législatifs		63 000	-	63 000	-
Total - Charges d'immobilisations		64 000	-	64 000	-
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	550 000	-	550 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS		550 000	-	550 000	-
Total - Actif d'immobilisations		550 000	-	550 000	-

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS - CRÉDIT 1204, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1204-1	Commission des services financiers de l'Ontario	
	Traitements et salaires	37 306 600
	Avantages sociaux	7 084 500
	Transports et communications	795 000
	Services	19 748 600
	Fournitures et matériel	815 400
	Total partiel	65 750 100
	Moins : Recouvrements	61 300 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 450 000
<hr/>		
1204-2	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Traitements et salaires	1 729 400
	Avantages sociaux	262 300
	Transports et communications	67 000
	Services	6 114 900
	Fournitures et matériel	88 100
	Total partiel	8 261 700
	Moins : Recouvrements	8 260 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
<hr/>		
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	4 452 000

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

1204-5	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actif de fonctionnement	1 000
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	1 000

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS - CRÉDIT 1204, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

1204-4	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	63 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	64 000

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

1204-3	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	
	Matériel de technologie de l'information	550 000
	Total à voter - Actif d'immobilisations	550 000
	Total (Actif d'immobilisations) - Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	550 000

PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO - CRÉDIT 1208

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et peuvent être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Investir dans l'Ontario	1 000	1 000	-	1 148 985 655
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	1 148 985 655
Total - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	1 148 985 655

PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO - CRÉDIT 1208, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -**POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES****N°**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

1208-1	Investir dans l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme Investir dans l'Ontario	1 000

PROGRAMME DU TRÉSOR

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

Sommaire

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Intérêts sur la dette	8 475 243 400	7 803 600 000	671 643 400	7 780 237 545
Total - Charges de fonctionnement		8 475 243 400	7 803 600 000	671 643 400	7 780 237 545

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Crédits législatifs

L Intérêts sur la dette

Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	6 976 333 400	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	514 209 000	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	266 486 000	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	211 201 000	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	100 332 000	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	85 905 000	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	13 649 000	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	29 300 000	8 197 415 400
Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		41 858 000
		8 239 273 400
Moins : Intérêts sur les investissements		284 030 000
		7 955 243 400
Intérêt sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		520 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor		8 475 243 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2008-2009 \$	Chiffres réels 2007-2008 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	9 985 024 814	9 403 641 436
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(31 270 000)	(5 237 262)
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	9 953 754 814	9 398 404 174

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2007-2008 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2008-2009.